



PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE

Marseille, le - 4 JUIN 2019

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ ET DE
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX REGLEMENTES
POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Affaire suivie par : M. CAPSETA-PALLEJA

☎ 04 84 35 42 77

✉ alexandre.capseta-palleja@bouches-du-rhone.gouv.fr

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE n°2019-150 C prolongeant la durée d'exploitation et modifiant le réaménagement de la carrière sise au lieu-dit « Le Val d'Ambla » exploitée par la société CARRIERE VILA sur le territoire de la commune de Vitrolles

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE SUD
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code minier ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le titre II du livre V du Code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive ;

Vu l'arrêté modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2001 autorisant la SAS Carrière VILA à exploiter une carrière à Vitrolles lieu dit « Le Val d'Ambla » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 août 2014 relatif au montant des garanties financières ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 octobre 2016 autorisant une prolongation limitée de l'autorisation d'exploiter au 27 décembre 2001 ;

.../...

Vu le porter à connaissance réceptionné en préfecture le 18 juin 2018 en vue d'obtenir une prolongation de l'autorisation d'exploiter la carrière, sur le territoire de la commune de Vitrolles au lieu-dit lieu dit « Le Val d'Ambla » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 11 avril 2019 ;

Vu l'avis du sous-préfet d'Istres du 3 mai 2019 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 14 mai 2019 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observations de la part du pétitionnaire suite à la phase contradictoire ;

Considérant que la capacité d'extraction autorisée par l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2001 n°2001-397 C et l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-368 C/PC du 26 octobre 2016 n'a pas été atteinte du fait d'un rythme plus faible que prévu (environ 9 000 tonnes extraites en moyenne pour une production maximale autorisées de 18 000 tonnes/an) ;

Considérant que cette exploitation ne fait pas l'objet de problèmes ou nuisances particuliers ;

Considérant que le projet ne s'accompagne d'aucune extension spatiale ;

Considérant que des garanties financières doivent être constituées afin de permettre la remise en état de la carrière pour la période s'entendant du 27 décembre 2018 au 27 décembre 2026 et que celles-ci doivent être révisées et actualisées ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Chapitre 1.1. Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La SAS Carrière VILA dont le siège social est situé Chemin du Val d'Ambla – Le Castellas – 13127 Vitrolles est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Vitrolles aux lieux-dits « Val d'Ambla », les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté abrogent les prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs en vigueur à savoir :

- arrêté n°2001-397-C du 27 décembre 2001 autorisant la SAS Carrière VILA à exploiter une carrière à Vitrolles lieu dit « Le Val d'Ambla » ;
- arrêté préfectoral complémentaire n°2014-277 C du 13 août 2014 relatif au montant des garanties financières ;

- arrêté complémentaire n°2016-368C/PC relatif à une prolongation de l'autorisation d'exploiter la carrière, sur le territoire de la commune de Vitrolles aux lieux-dits lieu dit « Le Val d'Ambla ».

Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Chapitre 1.2. Nature des installations

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Redevance
2510	1	A	Carrières ou autre extraction de matériaux (exploitation de), 1- Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux 5 et 6	Périmètre autorisation : 4,1 ha Périmètre exploitation : 2,6 ha Durée : 8 ans (4 phases)	Production annuelle maximale : 15 000 t/an	s.o.
2515	1	E	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant : supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW ;	– unité mobile de concassage d'une puissance respective de 250 kW ; – unité mobile de criblage d'une puissance respective de 82 kW ; – unité mobile de criblage d'une puissance respective de 48,5 kW	Puissance totale installée : 385 kW	s.o.
1435		NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public [...]. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1 – Supérieur à 20 000 m ³ E / 2 – Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Le volume annuel de carburant liquide distribué est évalué à 40 000 litres maximum	Volume annuel de GNR distribué : 40 m³	s.o.
2517	3	D	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 30 000 m ²	Transit des stocks de matériaux extraits et/ou concassés (blocs, sables, graviers,...) et de déchets inertes brut et/ou concassés	Superficie de l'aire de transit : 9 000 m²	s.o.
4331		NC	Liquides inflammables de catégories 2 ou catégories 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1 – Supérieure ou égale à 1 000 t 2 – Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t 3 – Supérieure ou égale à 50 t mais	Présence d'une cuve de 2 000 litres de GNR	Cuve de 2 m ³ de GNR, soit 1,9 tonnes	s.o.

*A (Autorisation), E (enregistrement), D (déclaration et NC (non classé)).

Article 1.2.2. Situation de l'établissement

L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 4,1 ha, pour une superficie concernée par l'extraction de 2,6 ha, et concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral annexe I du présent arrêté (toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des installations

classées).

Commune(s)	Lieux-dits	Section	Parcelles	Superficie autorisée
Vitrolles	Le Val d'Ambla	Section A	63pp, 65pp, 67 et 66	41 000 m ²

Article 1.2.3. Matériaux extraits et importés, quantités autorisées

Les matériaux extraits sont des calcaires marbriers dits « Rouge étrusque de Vitrolles ».

La quantité maximale de matériaux extraits du site est au maximum de **15 000 tonnes/an**, elle ne peut pas dépasser 270 000 tonnes en cumulée depuis l'autorisation initiale de 2001.

Les matériaux importés sont de déchets inertes issus des chantiers locaux du BTP.

La quantité maximale de déchets inertes admissible (remblaiement et recyclage) est de **5 250 m³ par an** (soit 42 000 m³ sur la durée de l'autorisation d'exploiter). Il est renvoyé aux articles 8.1 et 8.2 pour la répartition entre le remblaiement et le recyclage.

Article 1.2.4. Consistance des installations autorisées

Au sens du présent arrêté, « l'établissement » contient l'ensemble des installations et activités concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées et citées à l'article 1.2.1.

Le site produit principalement des matériaux essentiellement destinés aux activités liées au bâtiment qui sont évacuées puis travaillée hors site par le client (granulats pour la fabrication des dallages extérieurs, des parements de ponts, des gravillons pour jardins ou en tant que pierres ornementales : mosaïques, colonnes...).

Il produit aussi des sables et des graviers concassés (de granulométrie 0/4, 4/6, 4/8 et 8/14) et quelques matériaux recyclés (à partir de déchets inertes issus du BTP).

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- l'extraction est réalisée par BRH est privilégiée, les tirs de mines sont restreints ;
- les matériaux extraits sont repris à la pelle mécanique ou au chargeur et transportés par tombereau ;
- le traitement des matériaux est réalisé par une installation de concassage-criblage mobile ;
- les matériaux sont stockés temporairement sur des aires spécifiques.

Les équipements connexes présents sur le site sont les suivants :

- bungalows (local d'accueil et autres, au niveau de l'entrée de la carrière) ;
- une cuve de GNR de 2 000 litres avec bac de rétention intégré, couverte.

Chapitre 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier, de porter à connaissance de demande de prolongation d'autorisation d'exploiter avec modification du réaménagement, déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Chapitre 1.4. Durée de l'autorisation

Article 1.4.1. Durée de l'autorisation

Article 1.4.1.1. Caducité

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 1.4.1.2. Autorisation d'exploiter

La présente autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de **8 ans** à compter du 27 décembre 2018, soit jusqu'au 27 décembre 2026. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

Elle porte sur l'extraction maximale annuelle de **6 800 m³** (15 000 tonnes ; d=2,2) soit une extraction totale de 54 500 m³ (soit 120 000 tonnes) des calcaires marbriers dits « Rouge étrusque de Vitrolles ».

- Puissance moyenne exploitée 8 m ;
- Hauteur de banc exploitable 4 m ;
- Cote NGF limite en profondeur du carreau final est de 190 m ;

L'extraction des matériaux est arrêtée au moins **6 mois** avant l'échéance de la présente autorisation, afin de permettre l'achèvement de la remise en état.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

(Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des éventuelles prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du titre II du livre V du Code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive.)

Chapitre 1.5. Garanties financières

Article 1.5.1. Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités d'extraction de matériaux visées à l'article 1.2.1. de manière à permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation.

Article 1.5.2. Montant des garanties financières

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en deux périodes, dont une première période quinquennale et une seconde période de trois ans.

À chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

- Première période d'exploitation : 74 242,33 € TTC
- Deuxième période : 64 459,98 € TTC

(Indice d'origine TP01° = 616,5 ; indice TP01 base 2010 en vigueur, au mois de décembre 2017 = 106,4).

Article 1.5.3. Établissement des garanties financières

Sous **15 jours**, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01 en base 2010.

Article 1.5.4. Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans. Lorsque le respect de la période minimale de deux ans amènerait à dépasser la durée de validité du présent arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation.

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévue à l'article 1.5.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement .

Une copie est également transmise à l'inspection des installations classées, pour information, à la même date.

En cas de non-renouvellement des garanties financières, le garant informe le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance de validité de ces garanties. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement du garant.

Article 1.5.5. Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 en base 2010 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01 en base 2010, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Article 1.5.6. Révision du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telles que définies au du présent arrêté.

De plus, toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état du site, est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation selon l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Article 1.5.7. Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce Code.

Conformément à l'article L. 171-9 du même Code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 1.5.8. Appel des garanties financières

Le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- a) après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement, en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état du site,
- b) après disparition juridique de l'exploitant et absence de remise en état.

Article 1.5.9. Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article R.512-39-1 à R.512-39-3 du Code de l'environnement, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de réalisation des travaux de remise en état.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R.516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Chapitre 1.6. Modifications - Cessation d'activité – Renouvellement

Article 1.6.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.6.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers

L'étude d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au

préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.6.3. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.6.4. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement, autre que celui figurant aux plans de phasage, des installations visées sous l'article 1.2.1. du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation, voire d'enregistrement ou de déclaration.

Article 1.6.5. Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale préalable.

La demande d'autorisation de changement d'exploitant adressée au préfet comporte :

- les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant ;
- les documents attestant qu'il a obtenu l'accord du propriétaire de ceux-ci ;
- les modalités envisagées pour la constitution des garanties financières, notamment leur nature, leur montant et les délais de leur constitution ainsi que l'engagement de constituer ces garanties dès la notification de l'arrêté de changement d'exploitant.

Les garanties financières délivrées au profit du nouvel exploitant doivent alors être transmises sans délai dès la notification de l'arrêté de changement d'exploitant.

La demande d'autorisation est instruite selon les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement, dans les trois mois suivant sa réception.

Article 1.6.6. Cessation d'activité – Renouvellement – Extension

L'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci et comme indiqué à l'article 1.4.1.2 du présent arrêté, l'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois avant l'échéance de l'autorisation.

La remise en état du site doit être achevée six mois avant l'échéance de la présente autorisation.

Article 1.6.6.1. Mise à l'arrêt définitif de l'exploitation d'installation classée soumise à autorisation

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt **six mois** au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les

- installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au dernier alinéa du présent article.

Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement, et pour l'application des articles R.512-39-2 à R.512-39-5 du Code de l'environnement, l'état dans lequel doit être remis le site est détaillé au chapitre 2.4 du présent arrêté et l'usage à prendre en compte est un retour à l'état naturel avec restitution des terrains à la cote initiale.

Article 1.6.6.2. Prolongation/renouvellement de l'autorisation

En cas de demande de prolongation ou de renouvellement, le dossier complet et recevable doit être déposé en préfecture **deux ans** au minimum avant l'échéance fixée par la présente l'autorisation.

Chapitre 1.7. Réglementation

Article 1.7.1. Réglementation applicable

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières s'imposent de plein droit à l'exploitant. Les dispositions plus contraignantes fixées par le présent arrêté s'y substituent.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont également et notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
09/02/2004	Arrêté relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées (<i>L'annexe I ne s'applique pas directement.</i>)
23/01/1997	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
20/08/85	Arrêté relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées
26/11/12	Arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
31/01/08	Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (sur internet)

Article 1.7.2. Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail, le Code de la voirie routière, le Code du patrimoine et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Chapitre 2.1. Aménagements préliminaires

Article 2.1.1. Information des tiers

Avant le début de la reprise d'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de la présente autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article 2.1.2. Bornage

L'exploitant est tenu de conserver ;

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le nouveau périmètre de l'autorisation (réduit à 4,1 ha) ;
- le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article 2.1.3. Clôtures et barrières

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'entrée du site est matérialisée par un dispositif mobile (portail suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre) interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Des pancartes placées tous les 50 m en périphérie de la clôture et remises en état si nécessaire signalent la carrière, le danger et les tirs de mines.

Les zones dangereuses en cours d'exploitation doivent être clôturées sur une hauteur minimale de 1,5 m.

Article 2.1.4. Accès à la voirie publique

L'accès à la voirie publique est aménagé conformément au dossier de demande et de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Chapitre 2.2. Installations

Article 2.2.1. Objectifs généraux

1) L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites de bruit et vibration ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients soit pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

2) L'extraction des matériaux et les opérations de remise en état du site doivent, à tout moment :

- garantir la sécurité du public et du personnel et la salubrité des lieux,
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement,
- respecter les éventuelles servitudes existantes.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Article 2.2.2. Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Article 2.2.3. Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits absorbants, des kits anti-pollution...

Article 2.2.4. Surveillance

L'exploitation de chaque installation (celle de concassage ou celle de criblage) doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et formée en conséquence.

Chapitre 2.3. Conduite de l'extraction

Article 2.3.1. Décapage des terrains

Aucun décapage de terrain n'est réalisé pour les besoins des travaux d'exploitation.

Dans le cas de présence d'horizon humifère, ce dernier est stocké séparément des stériles et il ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2 m afin de lui conserver ses qualités agronomiques.

Article 2.3.2. Patrimoine archéologique

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant doit prendre toute disposition pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces vestiges. Ces découvertes doivent être déclarées dans les meilleurs délais au service régional de l'archéologie et à l'inspection des installations classées.

Article 2.3.3. Éloignement des excavations

Les bords des excavations de la carrière sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêté, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur.

En outre, l'exploitant veille au respect de l'article L. 554-1 du Code de l'environnement et des dispositions du décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution (lignes électriques, etc.).

Article 2.3.4. Extraction

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitation est réalisée en quatre phases (1 à 4), de durée respective 1 an, 3 ans, 3,5 ans et 0,5 ans (l'état final de la phase 3 est obtenu à T0 + 7,5 ans).

Pour chaque tranche annuelle, le phasage de l'exploitation prévoit les opérations suivantes :

- Phase n-1 :
 - Évacuation des volumes de matériaux excédentaires (déchets inertes déjà en place) situés au-dessus de la cote du terrain naturel, utilisation de ces matériaux pour le réaménagement du carreau dont l'exploitation est terminée ;
 - Abattage des matériaux du nouveau carreau par brise roche hydraulique (BRH)/tirs de mines ;
- Phase n : extraction et évacuation des matériaux ;
- Phase n+1 : remise en état.

L'abattage des matériaux est réalisé préférentiellement au moyen d'un BRH, le recours au tir de mine est restreint à une fois par trimestre, en moyenne.

En cas de recours aux tirs de mines :

- l'exploitant définit un plan de tir ;
- les trous de mines sont verticaux, au maximum de 6 m de profondeur et la fréquence moyenne des tirs est d'une fois par trimestre ;

- l'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs ;
- Les tirs de mines ont lieu uniquement les jours ouvrables.

La reprise des matériaux bruts extraits est assurée par une pelle ou un chargeur qui les dépose dans un tombereau pour les emmener directement vers l'unité de traitement mobile. Les matériaux bruts peuvent aussi être directement transportés à l'extérieur du site pour y être travaillés ou transformés.

Article 2.3.4.1. Épaisseur d'extraction

L'extraction est limitée à une profondeur maximale d'exploitation correspondant à la cote **190 m NGF**.

Article 2.3.4.2. Extraction en gradins

La hauteur de chaque gradin n'excède pas **4 mètres**.

Les banquettes ont une largeur minimale de **5 mètres**.

Article 2.3.5. Transport des matériaux

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des articles L.131-8 et L.141-9 du Code de la voirie routière.

Le nombre moyen de rotations (AR) de camions (en charge utile : 85 % de 30 tonnes et 15 % de 16 tonnes), pour l'évacuation de matériaux et l'apport de déchets inertes est de 3 par jour, avec un maximum de 566 rotations par an.

Pour les chargements contenant des produits fins (granulométrie inférieure ou égale à 5 mm), tous les véhicules sortant du site sont obligatoirement bâchés avant leur sortie si le véhicule est équipé, ou à défaut aspergés d'eau.

Article 2.3.6. État des stocks de produits – Registre des sorties

L'exploitant tient à jour un registre indiquant le nom du destinataire, la date du prélèvement, le type et la quantité de matériaux extraite, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux et s'il y a lieu, le nom de la société extérieure réalisant le transport. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2.3.7. Contrôles par des organismes extérieurs

L'entreprise doit disposer sur le site d'un dispositif de pesée des matériaux (fixe ou mobile) et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues.

Des organismes agréés doivent procéder à des contrôles réguliers portant notamment sur :

- les appareils de pesage,
- les installations électriques.

Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, sur le site.

Chapitre 2.4. Remise en état du site

Article 2.4.1. Généralités

L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérentes à l'exploitation, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Le site doit être libéré, en fin d'exploitation, de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant l'exploitation.

Aucun dépôt ou épave ne doit subsister sur le site.

La remise en état comporte au minimum les dispositions suivantes :

- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures et installations n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

Article 2.4.2. Remise en état

La remise en état doit être réalisée conformément aux plans annexe 3 au présent arrêté et au dossier de porter à connaissance de demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter.

La remise en état du site nécessite un raccordement aux lignes du terrain naturel environnant mais conserve une portion du front de taille avec la réalisation d'éboulis en son pied (côté Nord-Ouest).

Des dépressions topographiques sont créées pour servir des mares temporaires et des bosquets sont disposés afin d'assurer une liaison visuelle et une reconstitution du corridor écologique.

Le remblaiement est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés, il ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Aucune des portions du front de taille conservées dans le cadre de la remise en état ne dépassera 4 m de hauteur et la reconstitution du sol respecte la coupe de principe ci-dessous.

La remise en état est coordonnée à l'exploitation conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté.

L'apport de terre caillouteuse (cf phase 4) pour la couverture doit avoir une épaisseur de quelques centimètres (cf article 10.1.2 du présent arrêté), il est privilégié des terres locales de proximité pour éviter d'introduire des espèces invasives.

L'enherbement est naturel, hormis les talus pentus et aucun semis n'est réalisé mis à part les quelques zones de pelouse ouverte de brachypodes. Les plantations proprement dites d'espèces arbustives et arborescentes sont effectuées au fur et à mesure du remblaiement avec des essences de :

- Pins d'Alep (*Pinus Alepensis*) ;
- Chênes vert (*Quercus ilex*).

Il n'y a pas d'arrosage automatique, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour s'assurer de la prise des plants, l'arrosage est fait « pied par pied ».

Les végétaux sont des essences de :

- Romarin (*Rosmarinus officinalis*) ;
- Ciste blanc (*Cistus albidus*) ;
- Ajonc de Provence (*Ulex europaeus*) ;
- Thym (*Thymus vulgaris*) ;
- Genévrier (*Juniperus oxycedrus*) ;
- Ciste à feuille de sauge (*Cistus salvifolius*).

Les plantations sont réalisées sous forme de bosquets alvéolaires par groupes de végétaux et les arbres à planter le seront dans 50 cm³ de terre.

Chapitre 2.5. Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, notamment pour améliorer l'intégration paysagère des équipements et des stocks de grande hauteur. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues, etc.

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur la voie publique. Le cas échéant, un dispositif tel que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent est prévu, maintenu en parfait état de fonctionnement. Ce dispositif n'est pas exigé si l'accès à la voie publique est revêtu d'enrobé et maintenu dans un état de propreté suffisant.

Chapitre 2.6. Danger ou nuisances non prévenus

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

Chapitre 2.7. Incidents ou accidents

Article 2.7.1. Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Chapitre 2.8. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir, tenir à jour et tenir à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site, un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour des travaux d'exploitation et de remise en état, levés par un géomètre expert une fois l'an,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Chapitre 2.9. Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection notamment les documents suivants :

Article	Document (se référer à l'article correspondant)	Périodicité / Échéance
Article 1.5.3.	Établissement des garanties financières	Dès la mise en activité de l'installation
Article 1.5.4.	Renouvellement des garanties financières	Trois mois avant la date d'échéance des garanties en cours
Article 1.5.5.	Actualisation des garanties financières	Tous les cinq ans ou dès que l'indice TP 01 augmente de plus de 15 %
Article 1.6.1.	Modification des installations	Avant la modification
Article 1.6.2.	Mise à jour des études d'impact et de dangers	À l'occasion de toute modification notable
Article 1.6.5.	Changement d'exploitant	Avant le changement d'exploitant
Article 1.6.6.	Cessation d'activité	6 mois avant l'arrêt définitif
Article 2.3.2.	Patrimoine archéologique	En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques
Article 2.7.1.	Déclaration des accidents et incidents	Immédiatement après un accident ou incident
Article 9.3.3.	Suivi annuel d'exploitation	Avant le 1er février de chaque année

TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Chapitre 3.1. Conception des installations

Article 3.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées est alors informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Article 3.1.2. Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne doivent être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Article 3.1.3. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Chapitre 3.2. Mesures applicables pour lutter contre les émissions de poussières

Article 3.2.1. Propreté

L'ensemble du site et ses abords, sous le contrôle de l'exploitant, doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matériaux extraits et de poussières. Le bâtiment (bungalow d'accueil) ainsi que le broyeur et les deux cribles sont entretenus en permanence.

Article 3.2.2. Installations de traitement des matériaux

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité. À ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement du broyeur et des deux cribles pour le traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation du broyeur et des deux cribles, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières.

Les émissions de poussière par le concasseur et les deux cribles sont abattues par brumisation ou autres, suivant les meilleures techniques disponibles et la hauteur de chute des matériaux sur les tas de stockage doit être aussi réduite que possible, en fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes.

Article 3.2.3. Stockages

L'exploitant prend les dispositions utiles pour limiter les émissions de poussières dues au stockage des produits et des déchets inertes dans l'enceinte du site.

Les stockages des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes à l'air libre sont limités en hauteur à 4-5 m ;

Les stockages des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes à l'air libre, sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite, même pendant les périodes d'inactivité du site.

Article 3.2.4. Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- la voie d'accès et les pistes sont nettoyées très régulièrement (raclage, arrosage fixe...), les boues résultantes sont dirigées vers les fossés latéraux ;
- les zones de roulage (voies de circulation, carreau de l'affouillement) sont humidifiées autant que nécessaire, notamment lors d'épisodes venteux ;
- l'ensemble des voies de circulation à l'intérieur du site, ainsi que les aires de stationnement, sont traitées avec des moyens adaptés pour fixer au sol les poussières et éviter leur envol en toute circonstance ;
- l'exploitant doit réaliser les travaux d'entretien nécessaires au maintien en état de ces pistes.

L'arrosage est réalisé par un moyen mobile dont la citerne a un volume au minimum de 5 000 litres, le nombre d'heures de fonctionnement de l'arroseuse est comptabilisé et consigné chaque mois dans le rapport prévu à l'article 9.3.3 du présent arrêté.

- la vitesse des engins sur les pistes est adaptée pour limiter les émissions de poussières et doit en toutes circonstances rester conforme aux dispositions du dossier de prescription « véhicules sur pistes » ;
- les engins, véhicules de transport et de manutention utilisés sont conformes à la réglementation en vigueur relative aux rejets atmosphériques. Ils utilisent du gasoil non-routier s'ils ne sont pas munis de filtres à particules. Toutes les dispositions sont prises pour limiter au maximum leurs émissions par l'organisation optimale du charroi sur le site ;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envol de poussières ni entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation ; pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- pour les matériaux de granulométrie 0/D, en fonction de l'humidité des produits ou des déchets, les camions sortant du site sont bâchés si nécessaire (s'ils sont équipés) ;
- l'exploitant doit prévoir l'aspersion systématique des produits susceptibles de contenir des matériaux fins dans les bennes non recouvertes des camions sortant du site.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 3.2.5. Débit d'eau

L'exploitant dispose du débit d'eau permettant le respect des prescriptions du présent arrêté.

Article 3.2.6. Traitement des surfaces libres

Les surfaces où cela est possible sont traitées de manière à empêcher les envols de poussières (reconquête végétale par enherbement naturel cf article 2.4.2).

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Chapitre 4.1. Prélèvements et consommations d'eau

Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu (nappe d'eau souterraine ou eaux superficielles) sont interdits.

L'eau utilisée pour l'arrosage des pistes, stocks, ... provient du réseau communal (via une citerne).

L'eau destinée à la consommation humaine est assurée quotidiennement par des bouteilles.

Chapitre 4.2. Types d'effluents et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Article 4.2.1. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- eaux sanitaires ;
- eaux de nettoyage d'engins de chantier ;
- eaux de procédés des installations ;
- eaux pluviales susceptibles d'être polluées et non polluées.

Article 4.2.1.1. Eaux sanitaires

Les rejets d'eau sanitaire sont interdits sur site, ces effluents sont évacués et éliminés sous forme de déchets. Les sanitaires sont équipés d'un réservoir de collecte des effluents (de type cabine sanitaire autonome).

Article 4.2.1.2. Eaux de procédé des installations/eaux de nettoyage

Aucune eau de procédé des installations n'est produite sur site, les rejets d'eau de procédé, ainsi que les rejets d'eau de nettoyage d'engins de chantier sont interdits.

Article 4.2.1.3. Eaux pluviales

Les eaux pluviales non polluées tombées sur des aires non imperméabilisées, telles que sur des stocks de matériaux ou de déchets non dangereux inertes, sont infiltrées dans le sol.

En cas de nécessité, un bassin d'orage est aménagé pour accueillir les eaux pluviales.

Les eaux pluviales entrant en contact avec des zones d'alimentation souillées en produit hydrocarbure sont considérées comme des eaux pluviales polluées.

Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages ou autres surfaces imperméables sont collectées

spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence. Ces effluents sont évacués et éliminés sous forme de déchets.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Article 4.2.2. Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface sont interdits.

Article 4.2.3. Localisation des points de rejet et caractéristiques

Les eaux pluviales de ruissellement accumulées sur le site sous formes de flaques, notamment au droit de l'excavation de la carrière, s'évaporent ou s'infiltrent naturellement dans le sol (eaux non polluées).

Article 4.2.4. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.
-

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- Température : < 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105)
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101)
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l
- Les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

TITRE 5 - DÉCHETS

Le présent titre ne traite pas des prescriptions relatives aux déchets inertes reçus sur le site (remblaiement et recyclage), qui figurent aux chapitres 8.1 et 8.2 du présent arrêté.

Article 5.1.1. Plan de gestion des déchets

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix du mode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Article 5.1.2. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation ;
 - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.3. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du Code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 et R.543-40 du Code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R.543-66 à R.543-72 du Code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R.543-131 du Code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R.543-137 à R.543-151 du Code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R.543-195 à R.543-201 du Code de l'environnement.

Sont interdits :

- le mélange de déchets dangereux de catégories différentes,
- le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux,
- le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets,
- le mélange de déchets différents visés chacun par une prescription de recueil sélectif.

Article 5.1.4. Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Article 5.1.5. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du Code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 5.1.6. Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 5.1.7. Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'environnement :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'environnement) ;
- la masse du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé préfectoral de déclaration de transport de déchets mentionné à l'article R.541-53 du Code de l'environnement ;
- le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L.541-1 du Code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du Code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 et R.541-79 du Code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

Chapitre 6.1. Dispositions générales

Article 6.1.1. Définitions

Au sens du présent titre, on appelle :

- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement); dans le cas d'un établissement faisant l'objet d'une modification autorisée, le bruit

- résiduel exclut le bruit généré par l'ensemble de l'établissement modifié ;
- zones à émergence réglementée :
 - (a) l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du premier arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
 - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés aux dates citées au tiret (a) précédent ;
 - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après les dates citées au tiret (a) précédent dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

L'installation est équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 6.1.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du Code de l'environnement).

Article 6.1.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Chapitre 6.2 Niveaux acoustiques

Article 6.2.1. Horaires de fonctionnement de l'installation

L'installation fonctionne du lundi au vendredi (hors jours fériés) de 7 h à 12 h et de 13 h à 16 h .

Article 6.2.2. Valeurs Limites d'émergence

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée.

Article 6.2.3. Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	65 dB(A)	55 dB(A)

Chapitre 6.3 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis sont déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

BANDE DE FRÉQUENCE en Hz	PONDÉRATION du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

L'Inspection des Installations Classées pourra demander, en cas de besoin (plainte voisinage, ...), des mesures de vibration pour en vérifier le respect. Les frais seront supportés par l'exploitant.

Chapitre 6.4. Émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage ainsi que sur la faune (chiroptères), l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après le terme des périodes travaillées citées à l'article 6.2.1.
- les illuminations de façades de bâtiments ou d'aire de travail ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard une heure après le terme des périodes travaillées citées à l'article 6.2.1.
- dans le cas où un éclairage serait nécessaire (aire de travail,...), ce dernier devra être adapté afin d'éviter la pollution lumineuse dans le corridor de chasse ou de transit des chiroptères.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Chapitre 7.1. Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les matériels et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général de bâtiment ou stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Chapitre 7.2. Généralités

Article 7.2.1. Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et mélanges dangereux présents dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité. Les incompatibilités entre les substances et mélanges, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

7.3. Infrastructures et installations

Article 7.3.1. Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à

la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté, dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage et la vitesse sur le site est **limitée à 15 km/h**. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture se situe au minimum à 10 m des bords de l'excavation.

Article 7.3.1.1. Contrôle des accès

Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit (dispositif mobile).

Article 7.3.1.2. Zone dangereuse

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent [ex. : merlon de hauteur suffisante (min. 1 mètre) ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation, clôture de 1,5 m minimum,...].

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Article 7.3.1.3. Accès à la voirie publique

L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Article 7.3.2. Installations électriques – mise à la terre

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Chapitre 7.4. Prévention des pollutions accidentelles

Article 7.4.1. Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Article 7.4.2. Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges chimiques dangereux.

À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

Article 7.4.3. Rétentions

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 1 000 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 1 000 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est pas autorisé sous le niveau du sol environnant.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou mélanges dangereux sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Article 7.4.4. Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Article 7.4.5. Entretien et intervention

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier et des véhicules sur pneus sont réalisés uniquement sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels sans rejet dans le milieu naturel.

Pour les ravitaillements en bord à bord et les interventions en urgence, l'opérateur dispose d'une capacité de rétention mobile totalement étanche et d'un kit anti-pollution en cas de déversements accidentels.

Les déchets issus des interventions en urgence sont gérés conformément à l'article 5 du présent arrêté.

Présence de kits anti-pollution et d'intervention d'urgence dans chaque engin de chantier présent sur le site.

Article 7.4.6. Élimination des substances ou préparations dangereuses

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

Chapitre 7.5. Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article 7.5.1. Intervention des services de secours

Article 7.5.1.1. Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 7.5.1.2. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- le personnel est formé à l'utilisation des équipements de lutte contre l'incendie et à l'évacuation en cas d'incendie ;
- de plans facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers ;
- d'extincteurs portatifs adaptés aux risques à défendre répartis dans le bâtiment (bungalow) et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- les véhicules, engins et les équipements du site (concasseur, cribles, chargeur, pelle, ...) doivent être équipés d'un double équipement d'extincteur (eau et poudre polyvalente).
- les matériaux ou stocks de terre permettant l'étouffement du feu peuvent être utilisés (à l'aide de pelle ou chargeur).

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Le débroussaillage du site respecte l'arrêté préfectoral en vigueur relatif au débroussaillage en milieu forestier.

Chapitre 7.6. Dispositions d'exploitation

Article 7.6.1. Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 7.6.2. Travaux

Dans les parties de l'installation recensées locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Article 7.6.3. Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer annuellement la vérification et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (extincteurs par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Article 7.6.4. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre,
- les procédures d'arrêt d'urgence, de mise en sécurité de l'installation et des équipements (électricité, réseaux de fluides), d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ainsi que leur l'entretien,
- le fonctionnement des différents dispositifs de sécurité et la périodicité des vérifications de ces dispositifs,
- l'emplacement des matériels d'extinction et de secours disponibles et des dispositifs d'arrêt d'urgence des matériels.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation et des équipements (électricité, réseaux de fluides),

- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Article 7.6.5. Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'UTILISATION DES DÉCHETS INERTES

Chapitre 8.1. Remblaiement par Déchets inertes

Article 8.1.1. Organisation du remblaiement

L'organisation du remblaiement par des déchets inertes doit remplir les conditions suivantes :

- elle assure la stabilité de la masse des déchets, en particulier évite les glissements ;
- elle est réalisée de manière à combler les parties en hauteur avant d'étendre la zone de stockage pour limiter, en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries ;
- elle doit permettre un réaménagement progressif et coordonné du site.

Le remblayage ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Article 8.1.2. Déchets admissibles

L'accueil de déchets inertes (extérieurs au site), issus des chantiers locaux du BTP, est autorisé dans la limite du respect des articles 8.1.2.1 à 8.1.2.5.

Les déchets dédiés à la reconstitution du sol, pour le réaménagement (cf article 2.4 du présent arrêté préfectoral), par apport de déchets inertes (terre et cailloux) respectent en plus l'article 10.1.2 du dit arrêté préfectoral.

Article 8.1.2.1. Quantités de déchets admissibles

Les apports extérieurs de déchets inertes sont limités à :

- **4 200 m³/an** ou 9 240 t/an maximum (d=2,2), sans dépasser 33 600 m³ tonnes ou 73 920 tonnes sur la durée de l'autorisation d'exploiter pour le remblaiement de la carrière.

L'exploitant apporte la justification que ces déchets ne peuvent pas être recyclé en partie et la justification du caractère inerte doit être apportée par le fournisseur des déchets et conservée par l'exploitant de la carrière.

A) Seuls les déchets inertes relevant des codes suivants peuvent être admis :

Code déchet (*)	Description	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substance dangereuse	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
(*) Annexe II à l'article R.541-8 du Code de l'environnement		

Les déchets d'enrobés bitumineux ne peuvent être acceptés que s'ils ont fait l'objet au préalable d'un test de détection pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron. Ces tests font l'objet d'un enregistrement.

B) Sont notamment **interdits** :

- les déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R541-8 du Code de l'environnement, notamment les déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante relevant du code 17 06 05 de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03 et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05
- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 %
- les déchets dont la température est supérieure à 60 °C
- les déchets non pelletables
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent
- les déchets radioactifs
- les souches d'arbres, racines, le bois flotté, le bois brut ou travaillé, aggloméré ou traité (contre les insectes ou le pourrissement)
- les terres susceptibles d'être polluées.

Article 8.1.2.2. Procédure d'acceptation préalable

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 8.1.2.1 B) du présent arrêté.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées à l'article 8.1.2. A) du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Article 8.1.2.3. Document accompagnant les apports extérieurs de déchets inertes

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.
- le traitement et/ou les opérations réalisés sur les déchets ;
- le cas échéant, la valeur des paramètres du contenu total et les résultats des tests de lixiviation effectués en application de l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Article 8.1.2.4. Procédure d'admission des matériaux extérieurs

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régalage des déchets afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Les matériaux extérieurs au site sont déposés sur une aire de réception qui permet de contrôler visuellement la nature des matériaux.

Dans le cas où des déchets non autorisés (plastiques, métaux, bois,...) sont détectés, ceux-ci sont triés et disposés dans des bennes prévus à cet effet. Ils sont éliminés vers des filières autorisées.

Article 8.1.2.5. Registre des admissions et des rejets

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable prévu ci-avant par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets, et la date de leur stockage ;
- l'origine des déchets ;
- les moyens de transport utilisés ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'environnement ;
- la masse des déchets, mesurée à l'entrée de l'installation.
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 11.1.3.3 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Article 8.1.2.6. Plan de remblayage

L'exploitant tient à jour un plan de remblayage. Ce plan coté en plan et en altitude permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre (le maillage qui est proposé est adapté aux dimensions de la carrière).

Les documents, registres et plans cités ci-dessus sont conservés pendant toute la durée de l'exploitation et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le volume (m³) de matériaux stockés est communiquée annuellement à l'inspection des installations classées, au travers du suivi annuel d'exploitation.

Chapitre 8.2. Recyclage de déchets inertes du BTP

Article 8.2.1. Déchets admissibles

Les dispositions de l'article 8.1.2 ci-dessus, s'appliquent aux déchets inertes extérieurs reçus sur le site et destinés à être recyclés à l'exception de l'article 8.1.2.1 relatif aux quantités admissibles.

Article 8.2.1.1. Quantités de déchets admissibles

La quantité maximale de déchets inertes valorisés autrement que pour le remblaiement de la carrière est limitée à :

- **1 050 m³/an** ou 2 310 t/an maximum (d=2,2), sans dépasser 8 400 m³ ou 18 480 tonnes sur la durée de l'autorisation d'exploiter).

Ces quantités sont valorisées par recyclage (concassage/criblage).

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Chapitre 9.1. Programme d'auto surveillance

Article 9.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées à l'article 9.2 du présent arrêté. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

L'inspection des installations classées peut prescrire tout prélèvement ou contrôle qu'elle pourrait juger nécessaire pour la protection de l'environnement. Les frais y afférents sont alors à la charge de l'exploitant.

Chapitre 9.2. Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

Article 9.2.1. Auto surveillance des déchets produits

Article 9.2.1.1. Registre des déchets

La production de déchets, autres que les déchets inertes et terres non polluées résultant du fonctionnement des installations, par l'établissement fait l'objet d'un suivi, présenté selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce suivi prend en compte les types de déchets produits, leur codification réglementaire en vigueur, les quantités et les filières d'élimination retenues.

Les bordereaux de suivi des déchets dangereux prévus à l'article 5.1.7. sont annexés à ce registre.

Ce registre et les documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 9.2.2. Auto surveillance des niveaux sonores

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe I de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes ;

- la fréquence des mesures est annuelle ;
- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être tris-annuelle ;

si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient tris-annuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

Chapitre 9.3. Suivi, interprétation et diffusion des résultats

Article 9.3.1. Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Article 9.3.2. Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.2. sont transmis avec les commentaires et

propositions éventuelles d'amélioration, au travers du suivi annuel d'exploitation.
Ils sont également tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées.

Article 9.3.3. Suivi annuel d'exploitation

L'exploitant établit un plan d'échelle adapté reportant les limites du périmètre d'autorisation sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de **50 mètres, les références des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage** ; Il indique aussi :

- les limites du périmètre d'extraction,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- le positionnement des « fronts »,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

Les surfaces des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remises en état,...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'Inspection des installations classées.

Un exemplaire de ce plan est conservé sur le site et tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Ce plan doit être réalisé, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes/quantités de déchets inertes reçus et stockés (temporairement et définitivement), les volumes d'eau prélevés, les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé. Le rapport annuel d'exploitation comprend également le bilan des mesures réalisées conformément au programme d'autosurveillance, les valeurs mesurées sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.

Article 9.3.4. Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

TITRE 10 - MESURES EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ ET DU PAYSAGE

Un suivi écologique est réalisé dans le cadre du réaménagement, il est coordonné aux phases d'exploitation. Le rapport est joint au suivi annuel d'exploitation correspondant.

L'écologue pourra notamment intervenir ponctuellement si nécessaire dans l'application des mesures (ci-

dessous) en faveur de la biodiversité et du paysage (piquetage des Hélianthes à feuilles de Marum, attestation sur la gamme des végétaux plantés, ...).

Article 10.1.1. Faune et flore

En période d'exploitation :

- Piqueter les Hélianthes à feuilles de Marum en bordure du périmètre ICPE afin de translocaliser les pieds s'ils venaient à être détruits ;
- Débroussailler régulièrement afin que le chêne kermès ne domine pas et ne ferme pas le milieu pour favoriser l'Aristolochie pistoloche présente sur l'aire d'étude élargie ;
- Maintenir les ornières permettant la reproduction des amphibiens et entretenir la mare creusée ;
- Maintenir les continuités écologiques servant de corridors de déplacement et de zone de chasse pour les chiroptères et l'avifaune ;
- Préserver les pelouses à Ophrys sur l'aire d'étude élargie ;
- Maintenir les espaces mixtes de pins d'Alep et de pelouse substeppe pour l'aire d'étude élargie pour l'avifaune.

Lors du réaménagement :

- Créer des mares et fossés temporaires pour les amphibiens, si nécessaire ;
- Préserver une portion du front existant, car il présente un intérêt structurel pour la biodiversité, en particulier les reptiles et les oiseaux ;
- Conserver des éboulis fonctionnels afin de favoriser le déplacement des animaux entre les différents secteurs de la carrière ;
- Préserver les milieux ouverts afin de maintenir l'avifaune présente sur le site ;
- Le bosquet non brûlé au Sud de la carrière devra être conservé ainsi que le talus enherbé au Nord-ouest de la carrière.
- Des suivis des populations de Coucou geai et des Hélianthes à feuilles de Marum pourront être réalisés au sein de la zone d'étude.

Article 10.1.2. Paysage

- Reconstitution d'un sol par apport de terre caillouteuse de couverture de proximité : la couche devra avoir une épaisseur d'à peine quelques centimètres (30 % de 20 cm, cf annexe 3) et en l'absence de terres locales disponibles, aucun apport exogène ne sera admis ;
- La terre devra provenir d'un site local afin d'éviter tout risque de pollution floristique extérieur et risquer d'introduire des espèces invasives ;
- L'enherbement sera naturel, hormis les talus pentus, et selon l'avis d'un écologue, aucun semis ne sera réalisé (mis à part quelques zones de brachypode) ;
- Les plantations proprement dites des espèces arbustives et arborescentes à la suite de l'enherbement partiel seront effectuées au fur et à mesure du remblaiement. Tous les végétaux seront issus de la gamme certifiée ou en provenance du plateau de l'Arbois ;
- Il n'y aura pas d'arrosage automatique et le choix des végétaux sera généralement porté vers des plantes très résistantes et de petite taille, en forte densité, (car les échecs post-plantations sont importants) ;
- Limitation de la hauteur des stocks (4-5 m) pour les perceptions visuelles rapprochées.

Coupe de principe du remblaiement pour la reconquête végétale : voir annexe 3.

TITRE 11 - DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

Article 11.1.1. Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télécours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 11.1.2.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11.1.3. Notification et publicité

Conformément à l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

- Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Vitrolles pour y être consultée,
- Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de Vitrolles pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire,
- Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale d'un mois.

Article 11.1.4. Exécution

- La secrétaire générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le sous-préfet d'Istres,
- Le maire de Vitrolles,
- La directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement PACA,
- Le directeur départemental des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône,
- Le directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône,
- Le directeur de l'agence Régionale de Santé PACA,
- L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera remise à l'exploitant.

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale



Juliette TRIGNAT

ANNEXES

Annexe 1 : Plan cadastral / parcellaire

Annexe 2 : Plans de phasage

Annexe 3 : Réaménagement

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'J' followed by a series of loops and a long horizontal stroke.

Juliette TRIGNAT

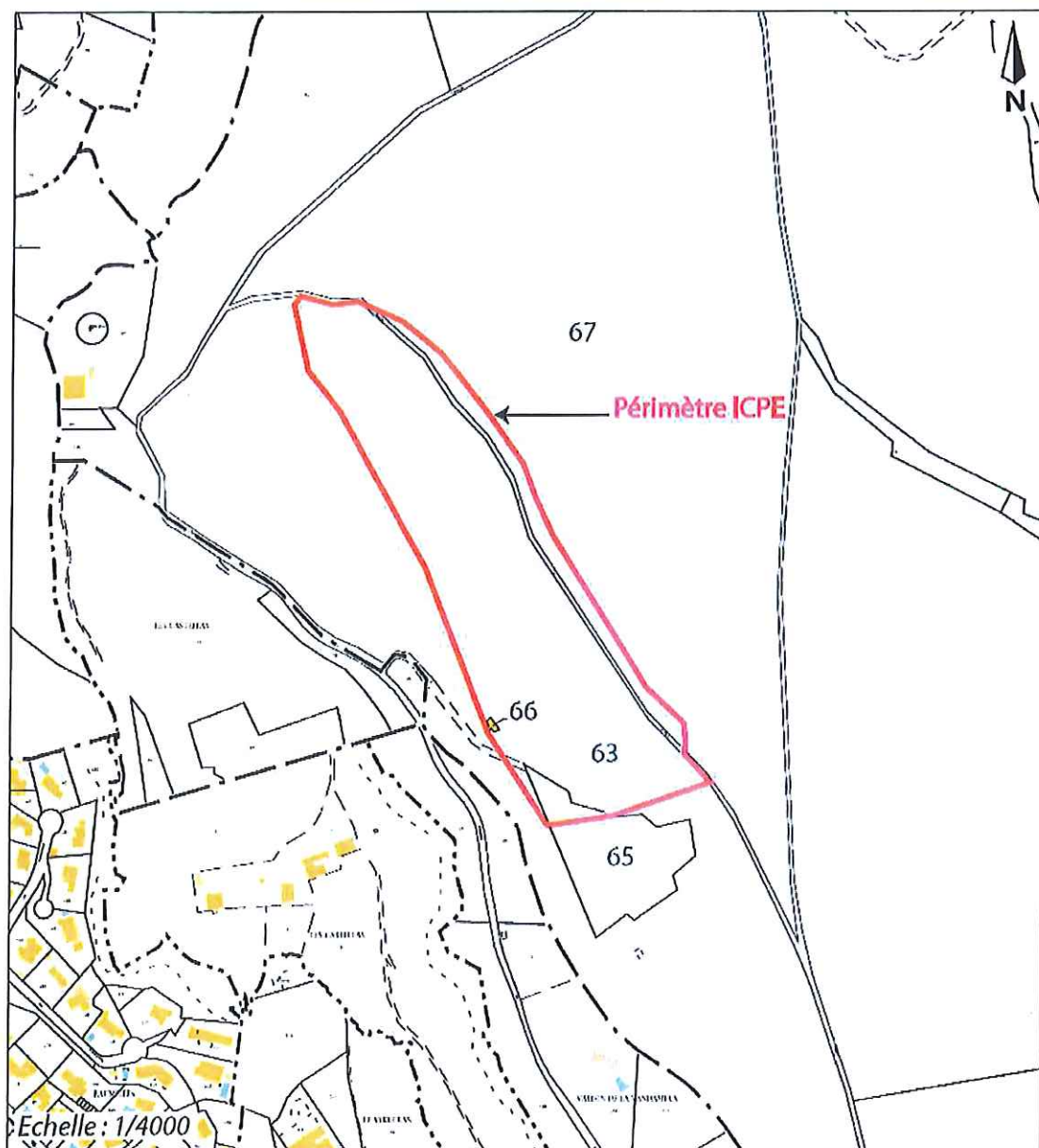
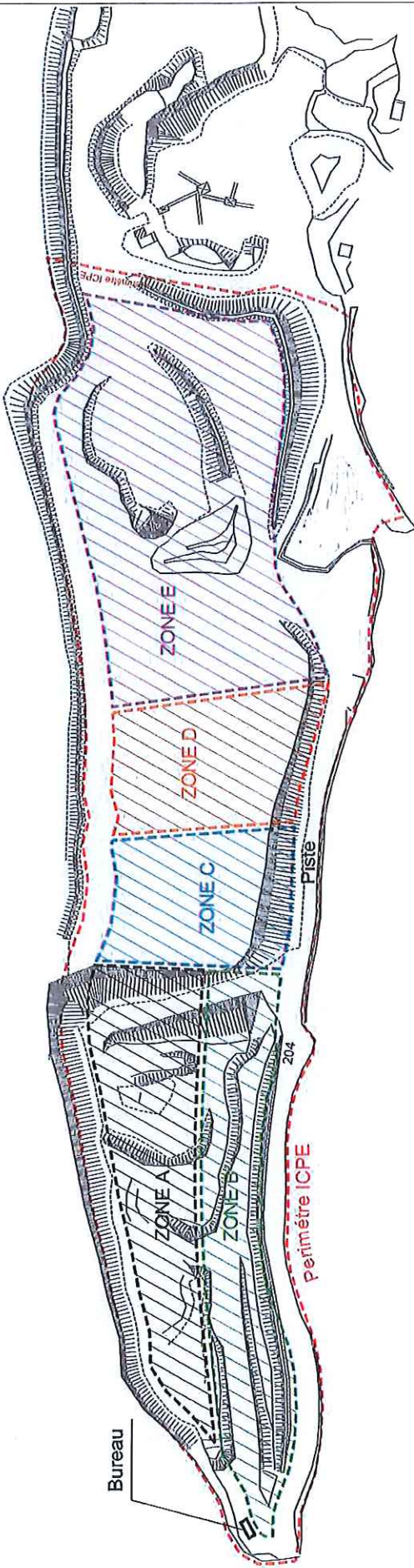


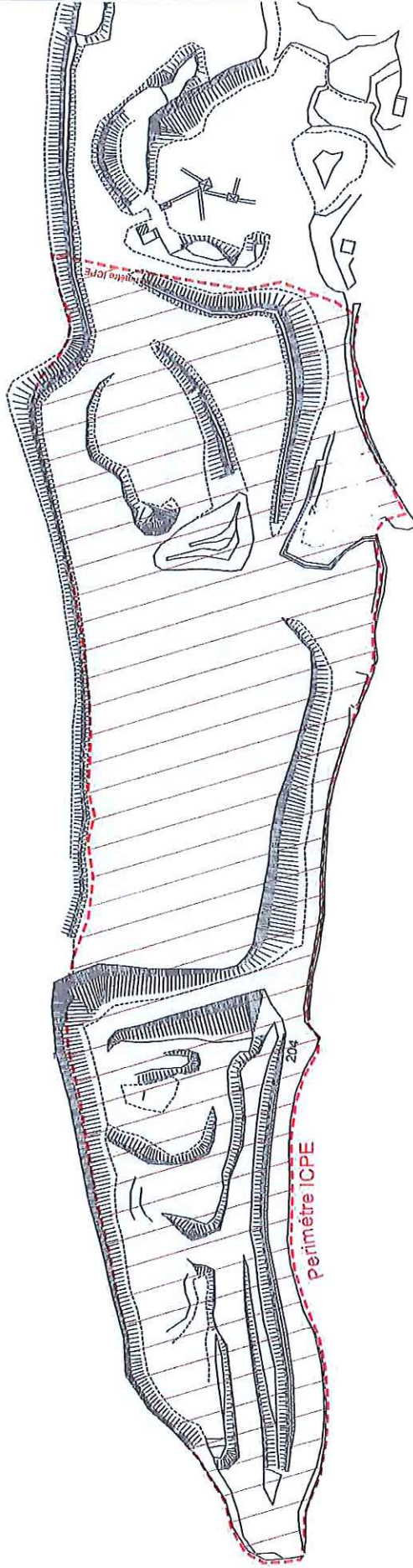
Figure 3. Parcelles cadastrales occupées par l'installation (Source : Cadastre.gouv.fr)

Au total, 4 parcelles cadastrales sont comprises en partie dans le périmètre ICPE de la carrière VILA. L'emprise totale du périmètre ICPE est de 4,1 ha.

e os	CARRIERE VILA	PHASAGE D'EXPLOITATION Indice E
	PHASE 1 - Première année	
<p>A noté:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan topographique en fond de plan représente l'état des lieux en Aout 2017. 	 <p>Surface selon zone:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zone A : 4 706 m² - Zone B : 4 825 m² - Zone C : 3 250 m² - Zone D : 3 250 m² - Zone E : 10 450 m² 	<p>La première phase consistera à réaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la remise au niveau du TN de la zone C, les matériaux seront acheminés sur la zone A pour le réaménagement, - la création d'une plateforme de transit sur la zone A, - l'extraction des matériaux sur la zone B, - utiliser la zone A, C, D et E comme zone mobile de broyage, concassage et de transit des matériaux.

e os	CARRIERE VILA	PHASAGE D'EXPLOITATION Indice E
<div> <div>PHASE 2 - années 2 à 4</div> </div>		
<p>A nola:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan topographique en fond de plan représente l'état des lieux en Aout 2017. 	<p>Surface selon zone:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zone A : 4 706 m² - Zone B : 4 825 m² - Zone C : 3 250 m² - Zone D : 3 250 m² 	<p>La seconde phase consistera à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - utiliser la zone A,D et E comme zone de broyage, concassage et de transit des matériaux, - l'extraction sur la zone C à la cote 190 NGF, - utiliser la zone B comme vide de fouille, - la remise au niveau du TN de la zone D pour préparation extraction, travaux réalisés sur la quatrième année.

e os	CARRIERE VILA	PHASAGE D'EXPLOITATION Indice E
	<p>PHASE 3 - années 5 à 7.5</p>	
<p>A notat:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan topographique en fond de plan représente l'état des lieux en Aout 2017. 	<div data-bbox="558 134 1069 2016"> <p>The map shows a quarry site with five distinct zones labeled ZONE A, ZONE B, ZONE C, ZONE D, and ZONE E. Zone A is at the top left, ZONE B is below it, ZONE C is to the right of ZONE B, ZONE D is to the right of ZONE C, and ZONE E is at the bottom right. The zones are separated by dashed lines. A 'Bureau' is located near ZONE A. A 'Piste' (path) runs along the right side of the site. A 'perimetre ICPE' (ICPE perimeter) is indicated by a red dashed line. The map also shows topographic features like hills and a road.</p> </div>	<p>La troisième phase consistera à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - utiliser la zone A et E comme zone de broyage, concassage et de transit des matériaux, - l'extraction sur la zone D à la cote 190 NGF, - utiliser la zone B et C comme vide de fouille,
<p>Surface selon zone:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zone A : 4 706 m² - Zone B : 4 825 m² - Zone C : 3 250 m² - Zone D : 3 250 m² 	<p>- Zone E : 10 450 m²</p>	

e os	CARRIERE VILA	PHASAGE D'EXPLOITATION Indice E
PHASE 4 - années 7.5 à 8		
 <p>The map shows a topographic representation of the Carrière Vila site. A red dashed line outlines the perimeter of the ICPE (Installation Classée pour l'Environnement). The area is divided into several sections, some of which are hatched. A small building or structure is visible in the upper right corner. The map is oriented with the top of the page to the left.</p>		
<p>A noter:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan topographique en fond de plan représente l'état des lieux en Aout 2017. 	<p>Surface selon zone:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zone : 40 715 m² 	<p>La quatrième phase consistera à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaménager selon le plan de réaménagement paysagé joint au dossier.

6.2 - Plan d'état final d'intentions

L'intégration paysagère d'une carrière n'implique pas forcément une revégétalisation systématique de tous les secteurs exploités. L'objectif n'est pas d'obtenir une dissimulation totale de l'ensemble des zones remaniées.

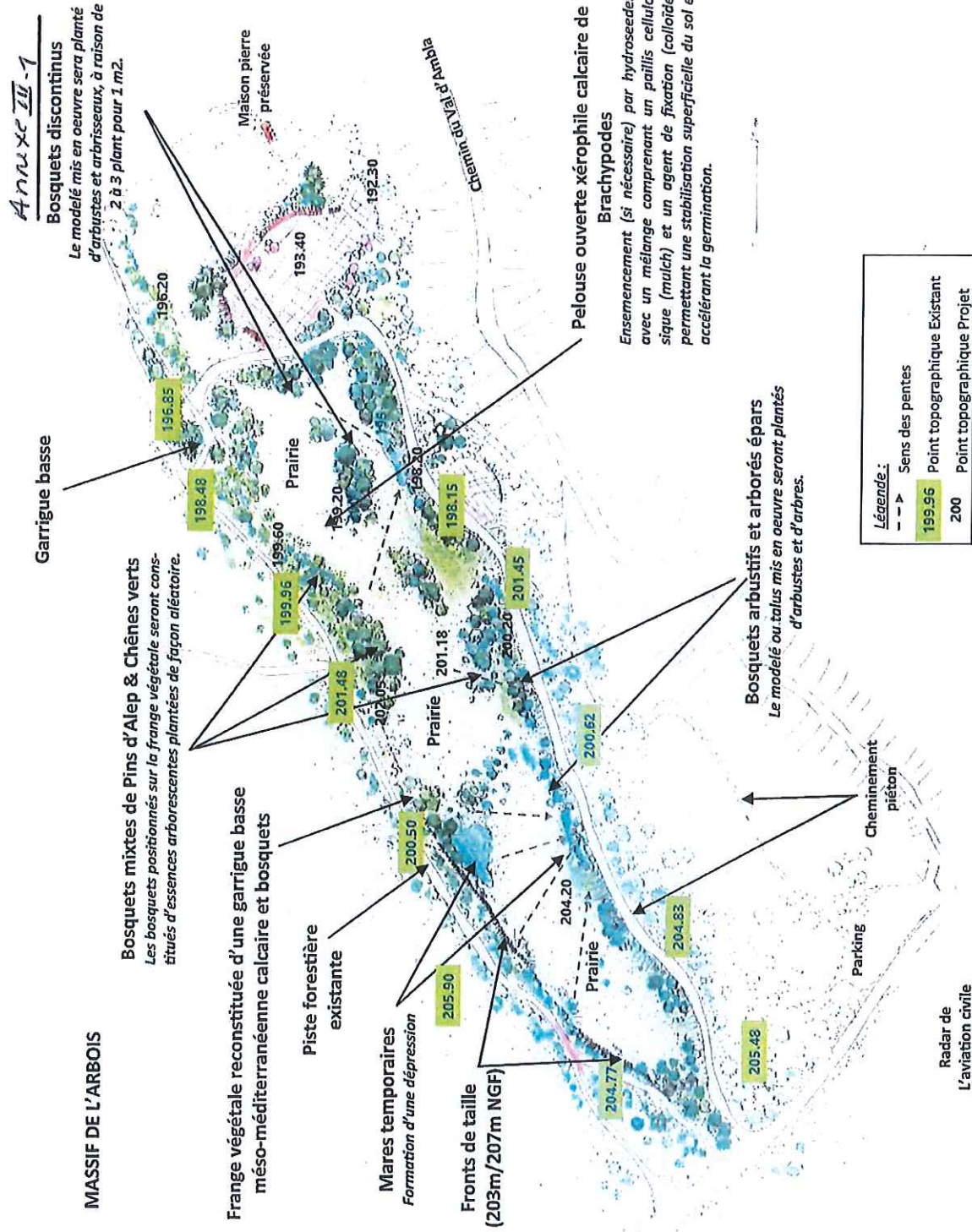
Pour l'intégration paysagère du projet, il est nécessaire de travailler en priorité la topographie du remblaiement pour se raccorder aux lignes du terrain naturel environnant tout en conservant quelques fronts de taille et éboulis pour favoriser la biodiversité. Quelques dépressions topographiques permettront de créer des mares temporaires pour favoriser l'habitat des amphibiens.

La revégétalisation viendra alors recoloniser de façon logique pour intégrer le site au Massif de l'Arbois

Dans le cas de la carrière Vila, les bosquets ont été disposés afin d'assurer une liaison visuelle et de reconstituer le corridor écologique pour l'avifaune, et les chiroptères.

Il sera indispensable de veiller à ce que le choix des espèces se fasse dans une palette végétale correspondant aux espèces locales répertoriées sur le site ou dans les environs pour faciliter l'intégration écologique, paysagère et visuelle du projet.

Ce choix devra être validé par les compétences du bureau ECOTONIA qui a réalisé l'étude faune/flore sur ce site (septembre 2017)



6.3 - Plan d'intégration paysagère et environnementale

Annexe II-2

- ◆ Favoriser l'habitat des reptiles à travers la formation d'éboulis au pied du front de taille et des bosquets.

Milieu très apprécié par la Couleuvre de Montpellier (Malpolon monspessulanus) et les lézards

- ◆ Assurer la continuité paysagère et des habitats «Garrigue basse méso-méditerranéenne calcaire» à travers la reconstitution d'une garrigue.

Les essences préconisées :

- Romarin (Rosmarinus officinalis)
- Ciste blanc (Cistus albidus)
- Ajonc de Provence (Ulex europaeus)
- Thym (Thymus vulgaris)
- Genévrier (Juniperus oxycedrus)
- Ciste à feuille de sauge (Cistus salvifolius)
- Ciste à feuille de sauge (Cistus alpestris)

et ponctuée de Pins d'Alep (Pinus Alepensis).

Milieu favorable au développement de la Pie Grièche

- ◆ Favoriser l'habitat des chiroptères en préservant les fronts de taille en formant des anfractuosités.

Les espèces concernées (non repérées sur site) :

- Rhinolophus hipposideros, le Petit Rhinolophe
- Rhinolophus ferrumequinum, le Grand Rhinolophe
- Myotis blythii, le Petit Murin
- Myotis myotis, le Grand Murin
- Myotis emarginatus, le Murin à oreilles échancrées
- Myotis bechsteinii, le Murin de Bechstein
- Myotis capaccinii, le Murin de Capaccini
- Miniopterus schreibersii, le Minioptère de Schreibers

- ◆ Régénérer de la forêt mixte

Utilisée comme zone de refuge et de nidification par la faune locale.

- ◆ Favoriser le corridor écologique pour les chiroptères, l'avifaune à travers la plantation de bosquets discontinus du couvert forestier.

Les essences préconisées :

- Pins d'Alep (Pinus Alepensis),
- Chênes vert (Quercus ilex).



- ◆ Conforter les zones de refuges et de nidifications à travers la reconstitution d'une forêt mixte.

Les essences préconisées :

- Pins d'Alep (Pinus Alepensis),
- Chênes vert (Quercus ilex).

- ◆ Recomposition d'une strate arbustive méso-méditerranéenne calcaire :

Les essences préconisées :

- Romarin (Rosmarinus officinalis),
- Ciste blanc (Cistus albidus),
- Thym (Thymus vulgaris).

- ◆ Favoriser la reproduction des amphibiens à travers la création de mares temporaires.

Permet d'accueillir certains amphibiens tels que Crapaud calamite (Epidele calanita) et la grenouille rieuse.

- ◆ Formation d'un milieu ouvert composé d'une pelouse sèche.

Les essences préconisées :

- Brachypode rameux (Brachypodium retusum)

Favoriser l'Aristolochie pistoloche utile à la Pserpine

Milieu ouvert propice à l'avifaune comme la Fauvette melanocephale.

= Espèces inscrites à la Directive Oiseaux.

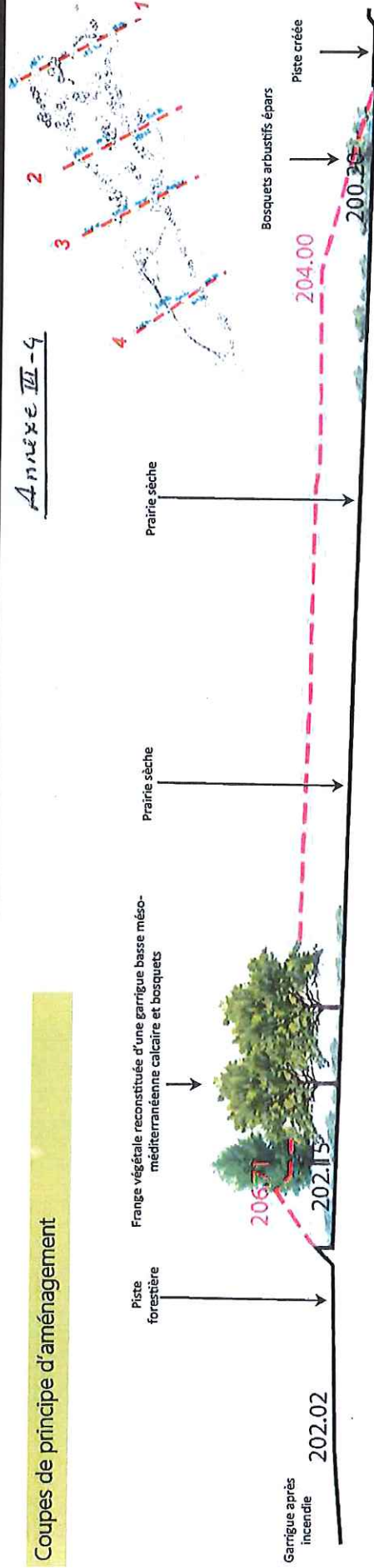
L'étude d'incidence conclut que le renouvellement d'exploitation de la carrière n'entraînera aucune perturbation des paramètres biotiques et abiotiques du site Natura 2000.

Le site Natura 2000 « Plateau de l'Arbois » n'impose aucune contrainte particulière vis-à-vis de l'exploitation de la carrière VILA SA.

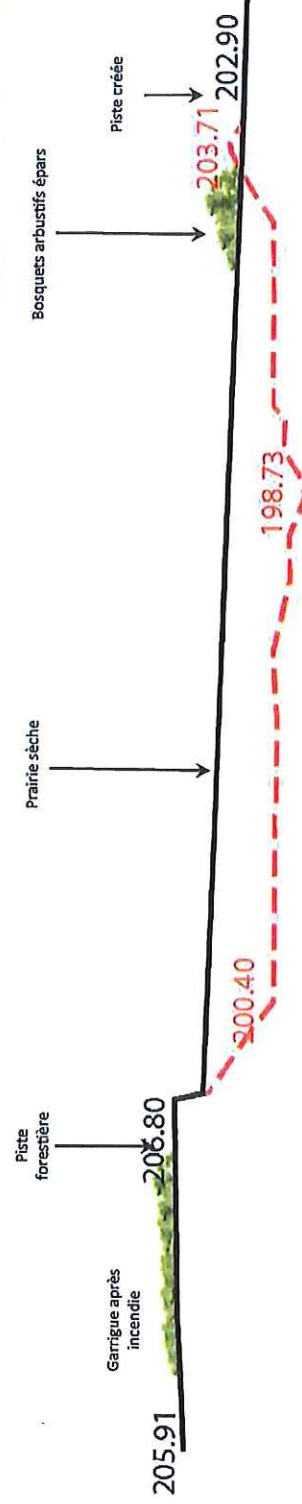
Toutefois, l'ensemble des aménagements aura pour objectif d'assurer les différentes interactions entre milieux naturels et la faune.

Coupes de principe d'aménagement

Annexe III-4



ETUDE D'INTÉGRATION PAYSAGÈRE / COUPE 3
CARRIÈRE VILLA / SEPTEMBRE 2017



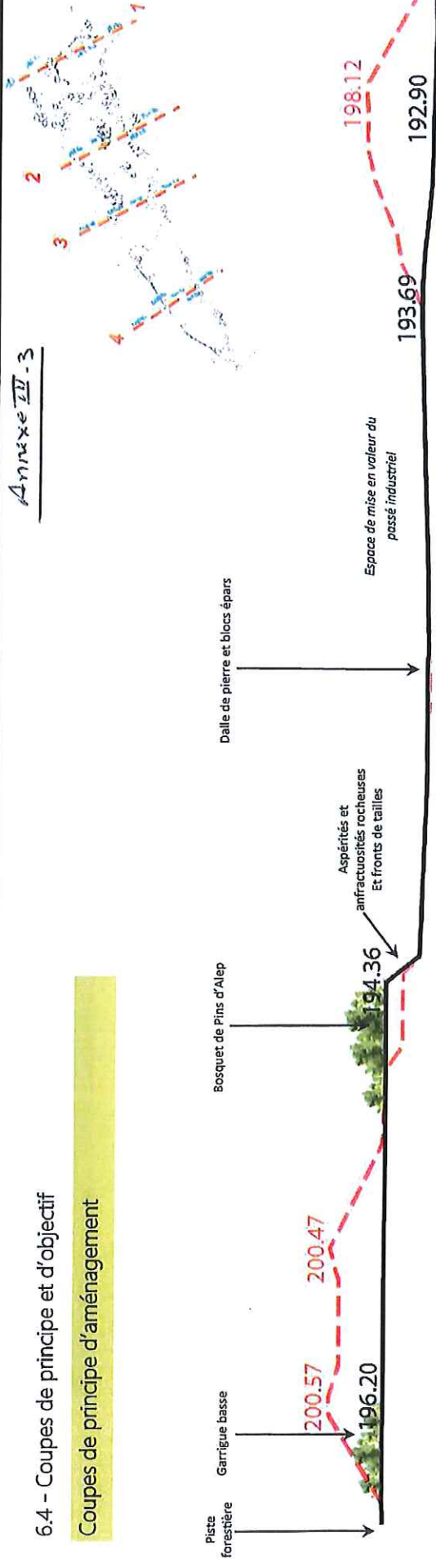
ETUDE D'INTÉGRATION PAYSAGÈRE / COUPE 4
CARRIÈRE VILLA / SEPTEMBRE 2017

DÉFINITION DU PROJET PAYSAGER

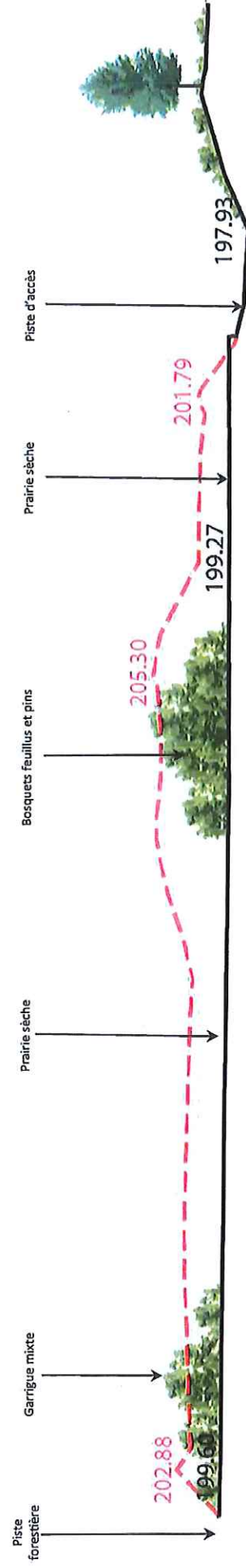
6.4 - Coupes de principe et d'objectif

Coupes de principe d'aménagement

Annexe IV-3



ETUDE D'INTEGRATION PAYSAGÈRE / COUPE 1
CARRIÈRE VILLA / SEPTEMBRE 2017



ETUDE D'INTEGRATION PAYSAGÈRE / COUPE 2
CARRIÈRE VILLA / SEPTEMBRE 2017

